

SECTION II

RÈGLEMENT RELATIF À L'ARTICLE 116 DE LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME ET PORTANT LE NUMÉRO 966

CHAPITRE 1

CONDITIONS D'ÉMISSION DU PERMIS DE CONSTRUCTION

1.1 Dispositions administratives

Le contenu du règlement numéro 965 relatif aux permis et certificats et à l'administration des règlements de zonage, de lotissement et de construction fait partie intégrante, à toutes fins que de droit, du présent règlement.

1.2 Conditions d'émission du permis de construction

Aucun permis de construction ne sera accordé à moins que les dispositions suivantes ne soient respectées:

1) Lot distinct

Le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée, y compris ses dépendances, ne forme un ou plusieurs lots distincts sur les plans officiels du cadastre, qui sont conformes au règlement de lotissement de la municipalité ou qui, s'il n'y sont pas conformes, sont protégés par des droits acquis.

2) Présence des services

Les services d'aqueduc et d'égouts ayant fait l'objet d'une autorisation ou d'un permis délivré en vertu de la loi ne soient établis sur la rue en bordure de laquelle la construction est projetée ou que le règlement décrétant leur installation ne soit en vigueur.

3) Rue publique

Le terrain sur lequel doit être érigée la construction projetée ne soit adjacent à une rue publique.

1.3 Dispositions d'exception

Le paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 1.2 ne s'applique pas aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture.

De plus, les paragraphes 1 et 3 du premier alinéa de l'article 1.2 ne s'appliquent pas dans les cas suivants:

- 1) les constructions pour fins agricoles sur des terres en culture;*
- 2) les constructions devant servir d'abri, de refuge ou de relais le long d'un réseau de pistes de randonnée, de motoneige et usages similaires;*
- 3) dans le cas de constructions érigées ou à être érigées qui font l'objet ou feront l'objet d'une déclaration de copropriété en vertu de l'article 1038 et suivants du Code civil du Québec, de type vertical ou horizontal, les paragraphes mentionnés ne s'appliquent pas aux lots projetés identifiant les parties exclusives, mais seulement au terrain comprenant l'ensemble du fonds de terre possédé en copropriété,*
- 4) les constructions utilisées pour les équipements de services publics.*

Le paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 1.2 ne s'applique pas dans le cas suivant:

- 1) toute construction projetée dont la localisation est identique à celle d'une construction existante et au sujet de laquelle il est démontré au fonctionnaire désigné qu'elle ne sera pas érigée sur des terrains appartenant à des propriétaires différents.*

Toutefois cette exemption ne s'applique que si:

le coût estimé de l'opération cadastrale permettant de faire un ou plusieurs lot(s) distinct(s) avec le terrain sur lequel la construction doit être érigée excède dix pour cent (10 %) du coût estimé de cette construction.

Le paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 1.2 ne s'applique pas dans le cas de la reconstruction ou la réfection de tout bâtiment détruit ou devenu dangereux ou ayant perdu au moins la moitié de sa valeur par suite d'un incendie ou de quelque autre cause aux endroits où les services d'aqueduc et d'égoûts ne sont pas établis sur la rue. Toutefois, les

projets d'alimentation en eau potable et d'épuration des eaux usées de la reconstruction ou de la réfection du bâtiment à être érigée sur le même emplacement ne soient conformes à la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) et aux règlements édictés sous son empire.

Dans le cas de projet intégré d'habitation et dans les zones récréatives intensives et extensives, un permis de construction peut être émis si le terrain est adjacent à une rue privée conformes aux exigences du règlement de lotissement à conditions que toutes les autres dispositions du présent règlement soient respectées. De plus, dans les zones récréatives extensives le paragraphe 2) du premier alinéa de l'article 1.2 ne s'applique pas au projet de construction autre que les constructions qui n'ont pas à être desservi, telles les remontées mécaniques, les bâtiments accessoires, les stations de pompage, etc.. Toutefois, les projets d'alimentation en eau potable et d'épuration des eaux usées de la construction à être érigée sur le terrain doivent être conformes à la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) et aux règlements édictés sous son empire.

CHAPITRE 2

ENTRÉE EN VIGUEUR

Ce règlement entrera en vigueur conformément aux dispositions de la Loi.

ADOPTÉ LE: _____

ENTRÉE EN VIGUEUR LE: _____

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ LE: _____

Maire

Greffier